

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 21/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

NADIC

36 rue du Jamet
44100 NANTES

Références : SRNT/2022-0825
Code AIOT : 0006301328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement NADIC implanté 36 rue du Jamet 44000 NANTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NADIC
- 36 rue du Jamet 44000 NANTES
- Code AIOT : 0006301328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NADIC exploite rue du Jamet à Nantes une chaufferie urbaine, qui alimente le réseau de chaleur des quartiers Bellevue et Dervallières de la ville de Nantes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Efficacité énergétique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Management de l'énergie	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
4	Contrôles périodiques et valeurs limites d'émissions pour les rejets air	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.3.1 et 3.2.4	/	Sans objet
6	Assurance qualité des appareils de mesure en continu	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.3.2 - II et III	/	Sans objet
7	Synthèse mensuelle des résultats de mesure d'autosurveillance air	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 8.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesure efficacité énergétique	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 2.3.2	/	Sans objet
3	Conduits et installations raccordées	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
5	Autosurveillance	AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.3.2 - I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités mineures ont été constatées lors de la visite, pour lesquelles il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives.

Plusieurs documents n'ont par ailleurs pu être présentés le jour même de l'inspection, alors que celle-ci et l'objet de la visite avaient été annoncés deux semaines auparavant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Management de l'énergie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Energie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de management environnemental de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima à une fréquence mensuelle : <ul style="list-style-type: none">- la consommation de combustible par équipement ;- l'énergie électrique produite ;- la chaleur produite ;- les rendements des installations calculés à partir de ces données.
Constats : Les documents et éléments attestant de la mise en place d'un système de management environnemental de l'énergie n'ont pas été présentés par l'exploitant lors de la visite. Ce dernier n'a pas su indiquer si le site était certifié ISO 14001 ou ISO 50001. Plusieurs fichiers ont toutefois pu être consultés concernant le registre de suivi de l'efficacité énergétique. Les données mensuelles des consommations de combustible, énergie électrique produite, chaleur produite et rendements des installations (thermiques et électriques) ont été présentés. Toutefois, ces données sont éparpillées dans plusieurs fichiers, et ne constituent pas un registre de suivi de l'efficacité énergétique tel que demandé à l'article 2.3.1. NADIC doit justifier la mise en place d'un système de management environnemental de l'énergie et tenir à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure efficacité énergétique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Energie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée. La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin de garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.
Constats : L'exploitant indique que les installations n'ont pas fait l'objet de modification pouvant avoir une incidence sur le rendement des installations, depuis les mesures d'efficacité énergétique du 14 janvier 2020 (qui figuraient dans son dossier de réexamen IED).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conduits de chaque appareil de combustion sont indépendants. Ces conduits sont supportés par une cheminée unique. L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.
Constats : L'aménagement des conduits d'évacuation et leur accessibilité pour des mesures d'émissions atmosphériques ont été vérifiés visuellement lors de la visite de terrain, ainsi qu'en prenant en compte les éléments figurant dans les rapports Bureau Veritas 13224641/1.1.3.R (chaudières) et 13224641/1.1.2.R (moteur cogénération) du 04/02/2022 relatif aux mesures effectuées entre le 17/01/2022 et le 20/01/2022. Aucune disposition contraire à la norme NF – X 44052 n'a été relevée quant à l'aménagement et l'accessibilité des points de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôles périodiques et valeurs limites d'émissions pour les rejets air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.3.1 et 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art 3.3.1 - L'exploitant fait procéder tous les ans par un organisme extérieur agréé à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant a minima sur l'ensemble des paramètres visés l'article 3.3.2. Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Art. 3.2.4 - Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration [...] (voir tableau art. 3.2.4).</p> <p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure, lors de la visite d'inspection, de présenter le rapport du dernier contrôle périodique, qu'il indique avoir réalisé en janvier 2022.</p> <p>L'exploitant transmet après la visite deux rapports de contrôle périodique, par courriel du 1er décembre 2022 : - rapport Bureau Veritas 13224641/1.1.3.R du 04/02/2022, correspondant aux mesures effectuées sur les deux chaudières gaz les 18 et 19 janvier 2022. - rapport Bureau Veritas 13224641/1.1.2.R, correspondant aux mesures effectuées sur le moteur de cogénération n°2 le 18 janvier 2022.</p> <p>Pour les deux chaudières gaz, aucun dépassement de valeur limite d'émission n'est constaté. En revanche, pour le moteur de cogénération, les concentrations mesurées en CO (184 mg/Nm3) et en formaldéhyde (23,0 mg/Nm3) dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 06/01/2021 (valeurs limites de 100mg/Nm3 pour le CO et 15mg/Nm3 pour le formaldéhyde).</p> <p>Pendant la visite, l'exploitant indique avoir changé les catalyseurs pour remédier à ces dépassements. La prochaine campagne de mesures par un organisme extérieur est prévue pour la 3ème semaine de janvier 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.3.2 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures d'autosurveillance de la qualité des rejets portent sur les paramètres et selon les fréquences définies ci-après (voir tableau art. 3.3.2 - I).</p> <p>Constats : Les mesures d'autosurveillance comprennent les paramètres et fréquences définies à l'article 3.3.2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Assurance qualité des appareils de mesure en continu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 3.3.2 - II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II – Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Les appareils de mesure en continu appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>III – Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans et dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou - après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ou - après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur). <p>Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> <p>Constats : Pour les mesures en continu, un multiplexage est effectué entre les 2 chaudières et un moteur de cogénération (le n°2 ou le n°4).</p> <p>Le système de mesure en continu (AMS) a été changé entre juillet et septembre 2022. Le certificat QAL1 de l'AMS n'a pu être présenté lors de la visite (seuls des devis et factures relatifs à l'appareil de marque FUJI ont pu être présentés). Par conséquent, l'ensemble des points relatifs au certificat QAL1 (polluants couverts par le certificat, étendue de mesure certifiée, plage de mesure, dates de validité,...) n'a pu être vérifié.</p> <p>La procédure QAL2, devant être effectuée dans les 6 mois suivant la mise en œuvre du nouvel AMS, est programmée lors de la 3ème semaine de janvier 2023. Le précédent QAL2 avait été effectué le 17/01/2022 par SECAUTO.</p> <p>Aucune procédure QAL3 n'est actuellement formalisée (réalisée sur l'ancien AMS par SECAUTO deux fois par an).</p> <p>La visite de terrain permet de constater la mise en place de lignes chauffées. Comme l'analyseur ne mesure que le NO, la mise en place d'un convertisseur NO2 en NO est prévu, mais non encore effective (devis du 06/09/2022 présenté par l'exploitant, qui mentionne que le fournisseur lui a annoncé un délai de 9 mois pour la livraison du convertisseur).</p> <p>Il est demandé à NADIC de transmettre le certificat QAL1 de l'AMS récemment mis en place, d'assurer la procédure QAL2 en janvier 2023 (en intégrant les nouvelles droites d'étalonnage dans le logiciel d'acquisition de l'analyseur) et de mettre en place une procédure QAL3 et AST</p>

permettant d'assurer la fiabilité et la répétabilité des mesures lors du fonctionnement en routine de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Synthèse mensuelle des résultats de mesure d'autosurveillance air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2021, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées à l'article 3.3.2 du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mise en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou des éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.</p>
Constats : La synthèse mensuelle des résultats de mesure d'autosurveillance air n'a pas été présentée lors de la visite.
NADIC transmettra à l'inspection la synthèse des résultats du mois de janvier 2023 et s'assurera d'établir ce rapport conformément à l'article 8.2.2
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet